



# Fill the Nutrient Gap

## Republique Democratique du Congo

Comblent le deficit en Nutriment



Programme  
Alimentaire  
Mondial

SAUVER  
DES VIES  
CHANGER  
LES VIES

Avril 2021



# Avant-Propos

Au cours de trois dernières décennies, la République démocratique du Congo (RDC) a connu une crise socioéconomique et politique, exacerbée par des conflits armés à répétition induisant une grave détérioration du cadre et du niveau de vie de la population.

Des efforts fournis depuis 2013 par le pays en adhérant au Mouvement SUN, n'ont pas permis d'infléchir la tendance de la malnutrition qui constitue encore un problème de santé publique majeur. En 2018, l'étude MICS a établi chez les enfants de 6 à 59 mois que 6,5% sont émaciés, 41,8% en état de retard de croissance et seulement 8% d'enfants de 6 à 23 mois reçoivent une alimentation acceptable.

Alors que les potentialités économiques du pays devraient normalement aider à nourrir sa population et dégager un excédent pour l'exportation, les analyses du Cadre intégré de classification de l'insécurité alimentaire aiguë de 2021 révèlent qu'e 27,3 millions des personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë en RDC, soit une personne sur trois, parmi lesquelles quelque 7 millions de personnes aux prises avec une faim aiguë dont les degrés nécessitent une intervention d'urgence (phase 4 du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)).

Après la revue stratégique faim zéro conduite en 2018, il a été entrepris en 2019, des analyses sur comment combler le gap en nutriments. Ceci pour comprendre dans quelle mesure la pauvreté, la disponibilité des

aliments et les prix des aliments peuvent affecter la capacité des populations à couvrir leurs besoins nutritionnels. L'exercice a porté sur les données secondaires du pays et la collecte des données primaires sur le « coût de l'alimentation » dans 11 provinces : Tanganyika, Haut Katanga, Kasai Central, Kasai, Ituri, Lualaba, Nord Kivu, Sud Kivu, Kongo Central, Kwilu, Kwango

Les résultats de cette analyse révèlent que l'accès à une alimentation adéquate est un défi important pour les ménages et que certains micronutriments sont limités dans l'alimentation de plusieurs groupes spécifiques. Le portrait donne 10% de ménages qui n'ont pas accès à l'alimentation énergétique tandis et 52% de ménages qui n'ont pas accès à l'alimentation nutritive.

Nous encourageons toutes les parties prenantes à faire bon usage des résultats de cette étude ainsi que les recommandations. Nous remercions vivement toutes les personnes qui ont œuvré à la réalisation de cette étude. Puisse le PAM trouve ici l'expression de nos remerciements sincères. Enfin, nos remerciements s'adressent à tous les marchands qui se sont exprimés dans cette étude.

**Le Secrétaire Exécutif du Mouvement SUN RDC**  
**Directeur du PRONANUT**

**Dr Bruno BINDAMBA SENGÉ**



# Introduction

La république démocratique du Congo (RDC) souffre d'une insécurité alimentaire chronique généralisée dans tout le pays. En juin 2020, l'analyse de la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire a estimé que 21,8 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire, soit une augmentation de près de 7 millions de personnes par rapport à juillet 2019. La plus grande proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire était située dans les Kivus, les Kasais et le Grand Katanga, tandis que certaines parties du Kasais central, des Kivus, de l'Ituri et Tanganyika étaient classées en phase d'urgence (1).

Les taux de malnutrition étaient élevés – près de 43% des enfants de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance, avec une prévalence de plus de 30% dans toutes les provinces sauf Kinshasa. Les provinces du Kasai central, du Kwango et du Sankuru se trouvaient à un niveau d'urgence avec plus de 50% d'enfants souffrant d'un retard de croissance (2). Les carences en micronutriments étaient courantes parmi les groupes vulnérables, notamment les enfants, les adolescents et les femmes en âge de procréer (WRA). L'augmentation des taux de surpoids (OW) et d'obésité dans les zones urbaines et parmi les groupes plus riches indique que le pays se dirige vers la triple charge de la malnutrition.

En 2020, les conséquences de la pandémie de Covid-19 a augmenté la dépendance des pays à la production alimentaire nationale, beaucoup imposant des interdictions d'exportation pour assurer un approvisionnement adéquat de leur propres populations (3). Malheureusement, la RDC est loin de produire suffisamment de nourriture et dépend fortement des pays voisins pour répondre aux besoins de la population. La hausse des prix internationaux des denrées alimentaires due aux interdictions d'exportation (4) pourrait être l'une des raisons de l'augmentation du nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire.

La dernière décennie a vu une diminution de 5% des moyens de subsistance dans le secteur agricole (5). Les taux élevés de pauvreté, les inégalités entre les sexes, le manque de services de base, ainsi que le faible accès et la faible disponibilité d'aliments nutritifs sur les marchés a réduit l'accès à une alimentation de qualité pour 65% des habitants des zones rurales. Les barrières à la production durable comprennent le monopole de la production de manioc, les pertes post-récolte (PPR) et le manque d'infrastructures et de transport développé. Il y a une tendance à consommer une alimentation fortement axée sur les aliments de base, avec une faible consommation d'aliments nutritifs, tels que les aliments d'origine animale, les fruits et les légumes.

Il existe des possibilités d'améliorer le système alimentaire et la situation nutritionnelle en RDC. La production agricole pourrait se concentrer sur la réduction des pertes post-récoltes (PPRs), la diversification et l'augmentation des variétés d'aliments nutritifs et l'élevage à petite échelle. Le SUN Business Network (SBN) pourrait servir de mécanisme de coordination pour s'engager avec le secteur privé, en plaidant pour la transformation et la fortification des aliments dans le pays. Une augmentation des dépenses pour les filets de sécurité sociale d'au moins 1,5% du PIB pourrait amener la RDC au même niveau de dépenses que les autres pays d'Afrique subsaharienne et que les pays à faible revenu (6).

Une stratégie détaillée et intégrée de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) est nécessaire pour améliorer la diversité alimentaire des ménages et modifier les pratiques d'alimentation en abandonnant une alimentation riche en aliments de base au profit d'une alimentation riche en nutriments afin de prévenir toutes les formes de malnutrition.

## Objectifs du FNG en RDC :

Les objectifs principaux de l'analyse sont les suivants :

- Informer l'évaluation et la reformulation du Plan National Multisectoriel pour la Nutrition (PNMN 2021-2025), du Plan stratégique du PAM (CSP 2021-2024), du Plan de Réponse Humanitaire (HRP 2021-2023)
- Identifier les contraintes liées à la faible disponibilité, accès limité et utilisation inadéquate des aliments nutritifs.
- Constituer une analyse situationnelle et améliorer la compréhension de l'accès des ménages à une alimentation nutritive
- Renforcer l'engagement multisectoriel visant à améliorer l'accès aux aliments nutritifs, la nutrition et la sécurité alimentaire.
- Favoriser le développement de politiques et programmes multisectoriels visant à améliorer l'abordabilité d'une alimentation nutritive.

L'analyse FNG a été coordonnée par le PRONANUT en collaboration avec les clusters (Sécurité alimentaire et Nutrition), le SUN Business Network, le réseau du système des Nations Unies, les points focaux des ministères, le bureau pays du Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Bureau Régional du PAM, le bureau pays du Fonds d'Investissement pour l'Agriculture et le Développement rural (FIDA), l'équipe FNG du siège du PAM, l'USAID, la Banque Mondiale et divers partenaires comme les ONGs de plusieurs secteurs.

# Methodologie

L'analyse comprend une revue de sources de données secondaires disponibles en parallèle de la programmation linéaire faite à l'aide du logiciel « Cost of the Diet » (CotD). L'objectif de l'analyse FNG est d'identifier les politiques et les programmes les plus appropriés pour améliorer l'accès de la population aux aliments nutritifs afin de répondre aux besoins spécifiques en nutriments des groupes cibles vulnérables. Les barrières spécifiques à l'accès aux aliments nutritifs adéquats ont été analysés et les interventions identifiées par les parties prenantes ont été modélisées.

## Processus FNG

La phase 1 du processus FNG en RDC s'est déroulée en Novembre-Décembre 2019, avec des réunions de lancement en novembre 2020 ; la deuxième phase s'est déroulée en janvier 2020 à Décembre 2020 avec la collecte des données, la validation des résultats préliminaires et l'élaboration du plan de modélisation ; la troisième phase s'est déroulée de janvier à 2021 à avril 2021, avec la dissémination des résultats finaux auprès des partenaires techniques et des parties prenantes. L'équipe FNG de la RDC a rencontré le PRONANUT et autres partenaires de la partie gouvernemental, les clusters de Nutrition et de Sécurité Alimentaire, les Organisations Non-Gouvernementales (ONGs), Le SUN Business Network (SBN), les agences des Nations Unies et d'autres partenaires de développement pour introduire le concept de l'analyse FNG et collecter les intérêts des parties prenantes aux sujets traités lors de l'analyse. Ceci a défini le niveau de l'analyse, les provinces prioritaires, et les différents axes à développer. Ces rencontres ont pu faciliter également de l'échange d'information, regrouper les principales sources de données secondaires, et d'identifier les interventions et les points d'entrée pour l'analyse et la modélisation du CotD. Les parties prenantes ont identifié les groupes cibles comme les nourrissons, les enfants d'âge préscolaire et scolaire, les femmes enceintes et allaitantes, et les filles adolescentes.

Pendant la phase 2, l'équipe FNG de la RDC a examiné les sources de données secondaires. L'analyse du CotD a été réalisée pour estimer le coût d'une alimentation nutritive et pour calculer la non-abordabilité de l'alimentation nutritive dans les 10 provinces. Pendant la phase 3, les résultats de la modélisation et l'analyse des données secondaires ont été validés au cours sessions en ligne entre l'équipe FNG et le bureau pays du PAM, le PRONANUT et les clusters de Nutrition et de Sécurité Alimentaire.

## L'analyse Cost of the Diet (CotD)

Le logiciel CotD utilise la programmation linéaire pour comprendre dans quelle mesure la pauvreté, la disponibilité des aliments et leurs prix peuvent affecter la capacité des

ménages et des individus à couvrir leurs besoins en nutriments. Le logiciel utilise les données de prix collectés sur les marchés à travers le pays pour calculer la quantité, la combinaison et le coût des aliments locaux nécessaires pour couvrir les besoins en nutriments d'un individu ou ménage.

L'approche FNG identifie une alimentation nutritive tenant compte des aliments de base appropriés dans les différentes régions. Le logiciel CotD calcule le coût de l'alimentation nutritif le moins cher, qui comprend les aliments de base typiques et exclut les aliments interdits ou tabou. Cette alimentation est appelée « l'alimentation nutritive » dans ce résumé.

## La collecte des données

En avril et mai 2019, une première collecte de données de prix sur les marchés a été effectuée par le PAM en collaboration avec le PRONANUT dans les provinces du Kasaï Central et du Tanganyika. En mars et avril 2020 les données de prix des marchés ont été collecté dans les provinces du Kongo Central, Kasaï, Ituri, et Lualaba. Dû aux restrictions de mouvement lié à la pandémie de la covid-19, les prix sur les marchés dans les provinces du Nord et Sud Kivu, Kwilu et Kwango ont été collecté en août 2020.

Les données sur les dépenses alimentaires de la population sont comparées au coût d'une alimentation nutritive et sont utilisées pour estimer la proportion de la population qui actuellement dépense moins que le coût minimal d'une alimentation nutritive. Cette estimation est appelée « la non-abordabilité de l'alimentation nutritive » dans ce résumé. Cette non-abordabilité peut être estimée et comparée entre différentes zones et saisons. L'analyse a utilisé les données de l'enquête avec questionnaire unifié à indicateurs de base de bien être (E-QUIBB / RDC 1-2016), car les données sur les dépenses étaient disponibles au niveau des territoires avec la distinction des milieux ruraux et urbains.

## La sélection des membres du ménage

Le coût minimal d'une alimentation nutritive a été estimé pour un ménage typique de six membres, comprenant un enfant allaité de 12 à 23 mois, un enfant de 4 à 5 ans, un enfant d'âge scolaire de 10 à 11 ans, une fille adolescente de 14 à 15 ans, une femme allaitante, et un homme adulte. Deux portions de l'aliment de base préféré par jour ont été incluses dans les calculs de l'alimentation nutritive pour représenter environ 50 pour cent de l'apport énergétique journalier, ce qui correspond à la recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé. Ces aliments de base préférés ont été identifiés pour chaque zone. La liste d'aliment de base par zone géographique a ensuite été validée par toutes les parties prenantes.

# Resultats

## Message cle 1

Malgré sa vaste superficie et son fort potentiel de production alimentaire, la RDC ne produit pas suffisamment pour subvenir aux besoins de sa population et dépend d'importations coûteuses.

- En 2020, deux tiers (65%) de la population travaille dans l'agriculture (8), cependant seulement 20% du PIB du RDC provient de ce secteur (9).
- Sur les 2,2 millions de km<sup>2</sup> de superficie de la RDC, 13,9% étaient consacrés à l'agriculture : 42,2% de terres cultivées et 57,8% de pâturages permanents ou de prairies (11). Bien qu'il soit possible de consacrer davantage de terres à l'agriculture, la Commission Lancet de l'EAT a indiqué qu'un système alimentaire durable, qui devrait soutenir une population mondiale de 10 milliards d'habitants d'ici 2050, nécessitera de ne plus utiliser de terres (12). En outre, 6% de la superficie totale des terres de la RDC étaient déjà considérées comme dégradées (13).
- Le pays est dépendant des importations agricoles des pays voisins, comme la farine de maïs en provenance de l'Ouganda et de la Zambie.
- L'agriculture a connu une réduction de 5% du nombre de personnes travaillant dans le secteur, passant de 70% en 2010 à 65% une décennie plus tard (8).
- Les exportations agricoles (\$89 819 000 USD) ne représentaient que 7% des importations (\$1 254 186 000 USD) (14).
- A partir de 2020, les droits d'importations pour les produits agricoles et les gros articles alimentaires étaient respectivement de 5% et 10% (17).

## Message cle 2

Les rendements agricoles sont faibles. Des techniques améliorées pourraient augmenter la disponibilité d'aliments nutritifs et renforcer les moyens de subsistance.

- En 2018, le déficit alimentaire net du pays a été estimé à 6,9 millions de tonnes, soit une valeur de 22% des besoins alimentaires nationaux (20), expliquant le besoin d'importations alimentaires en grande quantité.
- Une analyse de la Banque Mondiale (BM) sur le potentiel pour l'agriculture intelligente pour la nutrition (NSmartAg) en RDC a révélé que, parmi les aliments contribuant à un apport alimentaire optimal, la RDC était en insuffisance tant au niveau de la production que de la consommation.
- La forte prévalence des maladies végétales et animales empêche la production agricole (26).
- Seulement 2% des agriculteurs utilisaient les techniques modernes et moins de 1% avaient accès à des machines modernes (2).
- Selon l'enquête nationale sur le bien-être (QUIBB) et l'analyse complète de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA), l'alimentation congolaise est très riche en aliments de base, avec une consommation plutôt rare d'aliments d'origine animale, de fruits et de légumes.
- L'élevage est pratiqué en Ituri, Nord-Kivu et Haut-Lomami, mais a presque disparu au Kwilu, Kwango et Tanganyika (5).

# Message cle 3

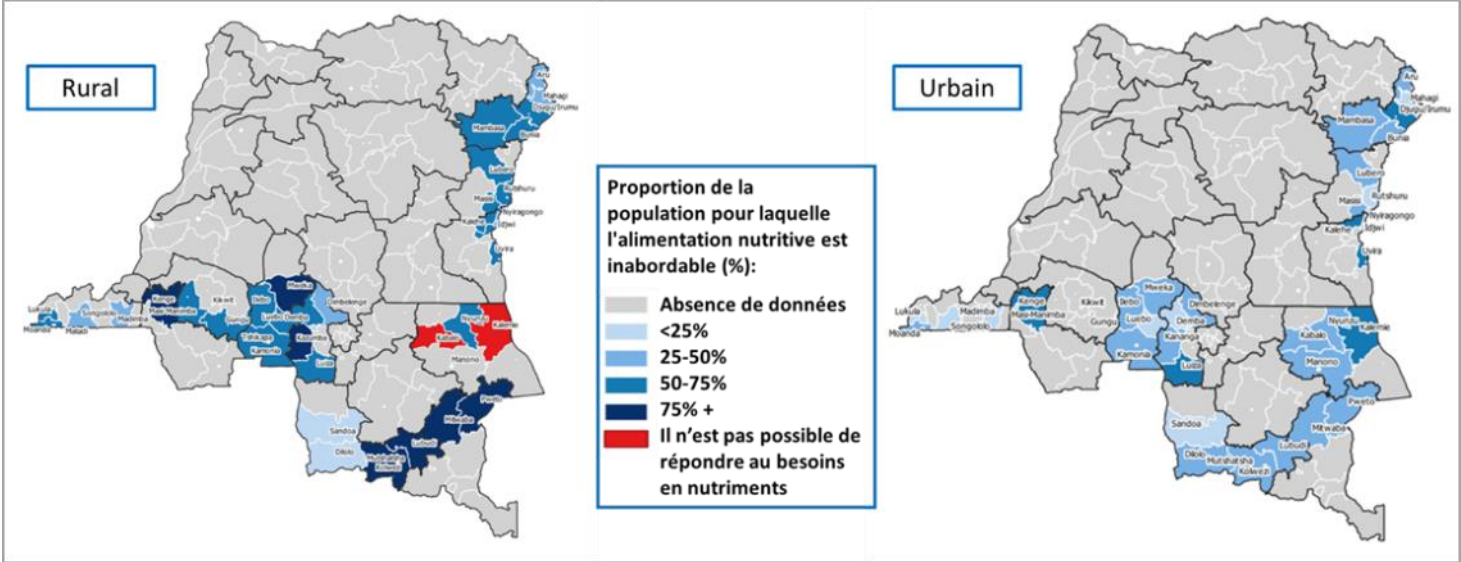
Une alimentation nutritive n'est pas abordable pour la moitié de la population à cause du coût élevé des aliments nutritifs et faible disponibilité dans certains territoires.



- Le coût d'une alimentation nutritive est estimé à 5,391 CDF par jour (\$2,73 USD) pour un ménage moyen de 6 personnes en RDC. L'analyse du « Cost of the Diet » (CotD) a estimé que 52% de la population de la RDC n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation nutritive répondant aux besoins en énergie et en nutriments.
- L'analyse démographique a révélé que le non-abordabilité d'une alimentation nutritive est plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines.
- Dix des 37 territoires ruraux analysés sont estimés avoir un taux de non-abordabilité des ménages supérieurs de 75%.
- La non-abordabilité de l'alimentation nutritive élevée dans les zones rurales peut être due au fait que, plutôt que de cultiver des aliments dans les zones rurales et de les transporter vers les zones urbaines, comme c'est le cas le plus souvent, les aliments sont importés et

- transportés vers les zones rurales, ce qui entraîne probablement des coûts alimentaires plus élevés.
- Les aliments disponibles dans les zones rurales étaient moins nombreux, avec une moyenne de 63 aliments enregistrés dans les provinces analysées. Les marchés urbains ont enregistré une moyenne de 71 aliments dans les mêmes provinces.
- Les principaux nutriments limitants recensés dans les provinces étudiées sont l'acide pantothénique et la vitamine B12 pour tous les individus du ménage, le calcium pour tous sauf les femmes enceintes ou allaitantes, le fer pour tous sauf le jeune enfant (4-5 ans), et le zinc uniquement pour les deux enfants de moins de 5 ans (12-23 mois, 4-5 ans).

## ESTIMATION DE LA NON-ABORBSILITE D'UNE ALIMENTATION NUTRITIVE RURALE ET URBAINE (%).



## Message cle 4

Les pertes post-récoltes sont élevées à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement. Des infrastructures routières et énergétiques adaptées aux denrées périssables sont nécessaires pour réduire les pertes.

- Des pertes ont été observées à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement : stockage à la ferme, transport, stockage dans les dépôts de regroupement et point de vente (marchés).
- Les données sur les pertes de qualité des aliments nutritifs (aliments d'origine animale, fruits, légumes) n'étaient pas disponibles, mais on peut supposer qu'elles soient également élevées. Il serait important de suivre les pertes des aliments frais et périssables afin de pouvoir développer des stratégies visant à les réduire.
- Moins de 2% des routes en RDC sont asphaltées et, en raison du conflit à long terme, plus de la moitié des routes et des infrastructures doivent être réparées. On a également constaté que de nombreuses zones où le taux de non-abordabilité est le plus élevé n'avaient pas de routes pavées, notamment l'Ituri, le Nord-Kivu et le Tanganyika.
- En 2014, la Société nationale d'électricité (SNEL) a changé de statut juridique pour devenir une « société commerciale », plutôt qu'une entité gouvernementale. Cela a donné l'occasion au secteur privé de participer au développement du secteur électrique de la RDC (33).
- Les agents de vulgarisation de la RDC sont principalement formés à la production agricole ; seuls 13% sont spécialisés dans l'élevage et les services vétérinaires, 3% dans la pêche et l'aquaculture, aucun n'est spécialisé ou formé aux techniques post-récolte ou de commercialisation.

## Message cle 5

La protection sociale constitue une grande opportunité d'améliorer la diversité alimentaire. Une large couverture des programmes de protection sociale permettrait d'augmenter la demande en aliments nutritifs des ménages vulnérables.

- Dans une comparaison de la distribution de filets de sécurité sociale, la RDC est située loin derrière les pays africains voisins en fournissant moins de la moitié de la moyenne mondiale (1,5% du PIB) en Afrique subsaharienne et dans d'autres pays à faible revenu (38).
- Le secteur d'éducation pourrait être un domaine clé sur lequel se concentrer, car l'association des secteurs de l'éducation et de l'agriculture pourrait cibler de multiples groupes vulnérables (enfants d'âge scolaire, adolescents, petits exploitants agricoles) grâce au programme des cantines scolaires, pour attirer et garder les enfants à l'école, leur fournir un repas scolaire nutritif et soutenir le système de marché local.
- Pour réaliser des progrès dans les résultats programmatiques du PSNMN (figure 6), de meilleurs mécanismes de gouvernance et un financement plus important est nécessaire.
- Des améliorations institutionnelles, notamment des systèmes de gouvernance plus solides, des politiques multisectorielles, des stratégies ciblées et des financements publics pour les filets de sécurité sociale sensibles à la nutrition pourraient être renforcés pour obtenir un très fort impact en matière de nutrition.



## Message cle 6

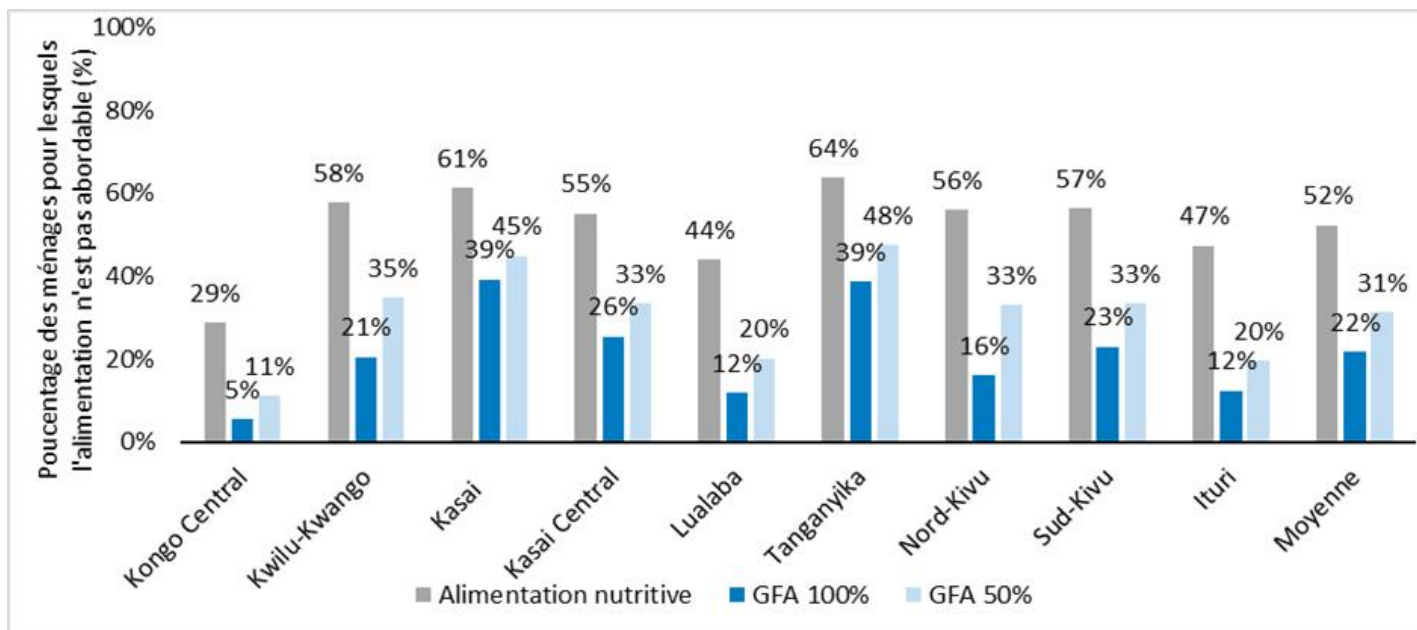
La quantité et les modalités d'aide alimentaire doivent être adaptés à l'environnement alimentaire pour avoir un effet optimal sur la nutrition.

- L'analyse d'un panier de dépenses minimum (MEB) (44), menée en juillet 2020, a recalculé le transfert d'argent (CBT) nécessaire pour répondre aux besoins essentiels en RDC. Un montant révisé de 25 000 CDF (\$12,50 USD) par personne et par mois, ou 150 000 CDF (\$75,00 USD) pour un ménage de 6 personnes par mois, a été jugé plus favorable à la couverture des apports nutritionnels dans l'environnement alimentaire de la RDC, où les aliments nutritifs sont chers.
- Il a été estimé que ce transfert pourrait réduire le coût d'une alimentation nutritive de 60%, en estimant que 70% du transfert est utilisé pour l'alimentation, soit 2 111 CDF (\$1,10 USD) par jour, ou 64 195 (\$33,50 USD) par mois et par ménage

- En moyenne, la non-abordabilité d'une alimentation nutritive réduit de 51% des ménages à 17% après une intervention CBT. Kongo Central, Kasai, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri pourraient réduire la non-abordabilité des ménages à moins de 20% avec une intervention CBT.
- Il est important de se rappeler que les CBTs ne seraient appropriées que dans les contextes où les systèmes de marché fonctionnent et où les aliments nutritifs sont disponibles et accessibles. Les CBTs devraient également être accompagnées de messages nutritionnels ciblés décrits dans la stratégie du CCSC afin que les aliments nutritifs soient consommés par les individus du ménage présentant les besoins les plus élevés.
- En moyenne, la non-abordabilité d'une alimentation nutritive a été réduite de 52% des ménages à environ 22% avec ration complète et 31% avec demi-ration.
- Un transfert monétaire dans les zones où les marchés alimentaires fonctionnent, accompagné de messages nutritionnels ciblés définis dans une stratégie de CCSC, pourrait permettre l'achat et la consommation des aliments d'origine animale, de fruits et de légumes nutritifs et ainsi favoriser un changement de comportement en faveur des régimes alimentaires plus sains et plus variés.

### La non-abordabilité de l'alimentation nutritive avec une ration en nature de GFA (100%); avec une demi-ration de GFA (50%).

La ration quotidienne standard complète par personne, distribuée en RDC, comprend 400g de céréale (farine de maïs), 120g légumineuses (haricots rouges), 30g l'huile de palme fortifiée et du sel iodé.



NB: « Le panier de dépenses minimum (MEB) est défini comme ce dont un ménage a besoin pour satisfaire ses besoins de base – sur une base régulière ou saisonnière – et son coût moyen » (80).

## Message cle 7

Le milieu rural est dominant et présente des défis élevés en matière de nutrition avec 65% des ménages ruraux qui ne peuvent pas accéder à une alimentation nutritive. Ceci nécessite une approche rurale localisée, basée sur les opportunités existantes et coordonnée.

- Les taux de retard de croissance étaient 15% plus élevés chez les enfants vivant dans les zones rurales (47,1%) que chez ceux vivant dans les zones urbaines (32,5%) (2). La prévalence du retard de croissance était plus élevée chez les enfants de mères sans instruction (50,8%), alors qu'elle n'était que de 13,1% chez les enfants de mères ayant fait des études supérieures (46).
- Alors que près des trois quarts (72,2%) des enfants âgés de 6 à 12 ans sont scolarisés en milieu urbain, moins de la moitié (46,6%) des enfants du même âge sont scolarisés en milieu rural, avec un nombre plus élevés de garçons (59%) que des filles (55,5%) (30).
- Les raisons les plus courantes pour lesquelles les enfants manquent l'école pour plus d'un mois sont l'incapacité de financer l'éducation et la maladie (20% des garçons, 17% des filles) (10).
- La majorité (84,1%) des hommes dans les zones rurales sont alphabétisés, mais seulement la moitié (49,6%) des femmes savaient lire et écrire(2), ce qui souligne la forte inégalité entre les sexes existant dans les zones rurales.
- Le coût moyen d'une alimentation nutritive pour 6 personnes en RDC rural est de 5 170 CDF (\$2,62 USD) par jour, ce qui est inabordable pour 61% des ménages. A titre de comparaison, le coût moyen pour le même ménage dans les zones urbaines est de 5 706 CDF (\$2,88 USD) par jour et serait inabordable pour environ 39% des ménages.

## Message cle 8

Le réseau du Secteur Privé a le potentiel de renforcer le système alimentaire en réduisant les défis de l'approvisionnement en aliments nutritifs.

- La plateforme mondiale « Sun Business Network » (SBN) a été créée pour engager et soutenir les entreprises à agir, investir et innover avec toutes les parties prenantes au niveau national, régional et mondial, à travers des partenariats et collaborations, afin d'améliorer les résultats nutritionnels et mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes (50).
- La RDC possède deux moulins industriels (>20 tonnes/jour) pour transformer le blé, cinq pour la transformation du riz, et aucun pour le maïs, alors qu'il s'agit de la céréale de base la plus consommée dans le pays. Près de 100% de blé et 5% de maïs sont produits dans un moulin industriel, avec 55% de blé qui est fortifié mais très peu de maïs ou riz qui sont fortifiés (54).
- La consommation de farine de maïs fortifiée pourrait réduire de 36% le coût de l'alimentation des ménages, de 5 391 CDF (\$2,73 USD) à 3 450 CDF (\$1,75 USD) par jour.



# Message cle 9

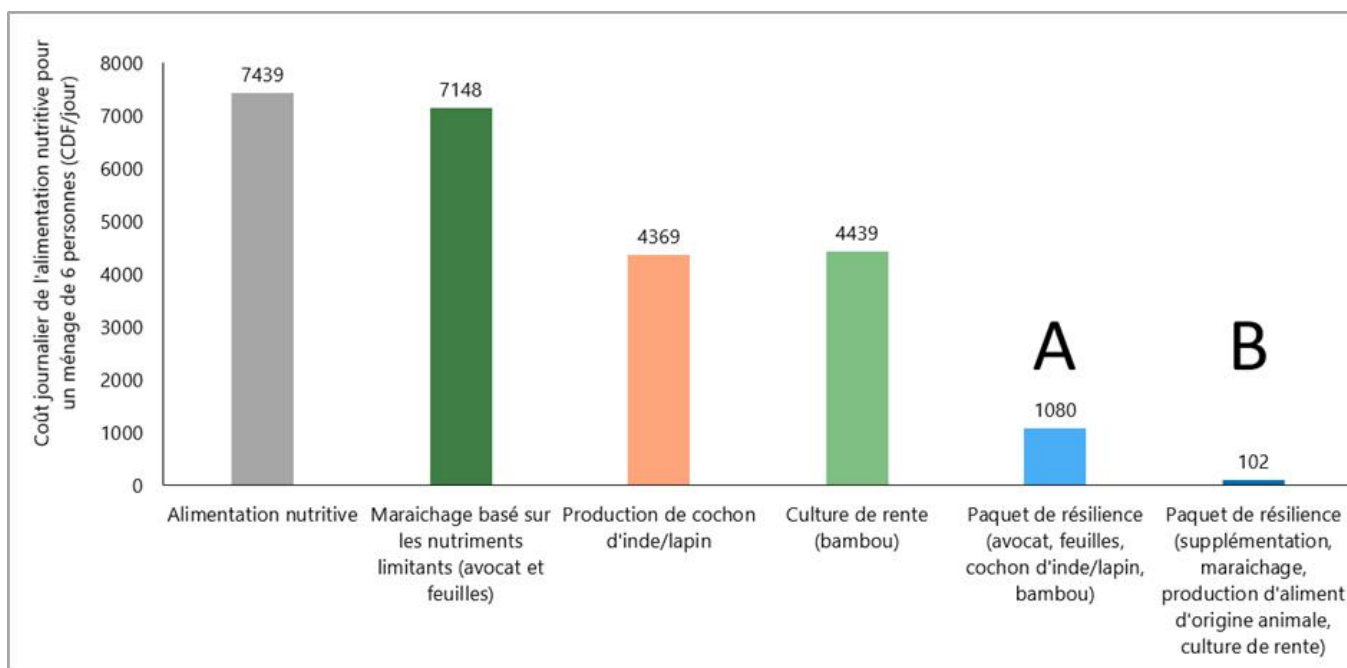
Au niveau rural, il est possible d'améliorer l'accès à une alimentation nutritive. Renforcer les moyens de subsistance peut augmenter la disponibilité en aliments nutritifs et le revenu des ménages.

- Plus de la moitié des personnes (55%) n'exercent qu'une seule activité de subsistance, tandis que 30% en exercent deux et 11% en exercent trois. Etant donné les taux élevés de PPRs, ceux qui se concentrent sur une seule activité prennent un risque élevé de perte de revenu si leur moyen de subsistance est exposé à un choc (par exemple : maladies, ravageurs, perturbations climatiques, etc).
- Le système éducatif offre la possibilité de relier les petits exploitants agricoles aux écoles par le programme des cantines scolaires et d'améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires, tout en augmentant la production d'aliments divers et nutritifs.

- Les bambous sont idéaux pour la réhabilitation des terres forestières en raison de leurs cycles de croissance rapides et de leurs propriétés de fixation du sol. Cette intervention pourrait permettre aux sols dégradés de la RDC de retrouver plus rapidement leur fertilité.
- Un paquet de résilience (A) qui comprend les interventions relatives aux cultures maraîchères, au cochon d'Inde/lapin et aux cultures de rente, pourrait réduire le coût quotidien de l'alimentation de 95%, à 1 080 CDF (\$0,55 USD). Un paquet (B) identique au paquet (A) avec ajout de MMT pour la fille adolescente et la femme enceinte et allaitante pourrait réduire le coût de l'alimentation nutritive à seulement 105 CDF (\$0,05 USD) par jour.



**Coût estimé d'une alimentation nutritive (CDF/jour) pour un ménage moyen de 6 personnes ; avec une intervention maraîchère (avocats et feuilles de manioc) ; avec une intervention cochonne d'Inde/lapin ; avec une intervention bambou ; avec un paquet de résilience (A) combiné (avocats, feuilles de manioc, cochon d'Inde, bambou ; avec paquet A de résilience et le tablette de micronutriments (paquet B).**



## Message cle 10

Il est possible d'améliorer les cantines scolaires en incluant les aliments frais, les aliments d'origine animale et une intervention nutritionnelle pour les populations les plus vulnérables.

- Malgré l'objectif de 3 000 fournissant des repas scolaires, le nombre d'écoles assistées a diminué de plus de 80%, passant de 1 000 en 2014 à 163 en 2020 au moment d'une évaluation externe du programme (61).
- En 2016, 13,5% des filles et 5,7% des garçons étaient considérés en surpoids en RDC (29).
- Un guide alimentaire lié à une stratégie CCSC pourrait aider tous les secteurs à diffuser des messages ciblés destinés à des individus et des groupes spécifiques à différents points d'entrée, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la chaîne d'approvisionnement et de la santé, et à différents niveaux de revenus.
- On a estimé que la ration de repas de cantine scolaire actuelle réduit le coût de l'alimentation de l'enfant d'âge scolaire de 15%, à 814 CDF (\$0,41 USD) par jour.
- L'ajout de MNP a réduit le coût quotidien de 24% à 734 CDF (\$0,37 USD), tandis que l'ajout de feuilles de manioc a réduit le coût de 17% à 797 CDF (\$0,40 USD). L'ajout de MNP et de feuilles de manioc au repas actuel a réduit le coût du repas de 24% à 726 CDF (\$0,37 USD).
- Les MNP ont l'impact le plus important, les feuilles de manioc fournissent des quantités supplémentaires de vitamines A, C, B2, niacine, acide folique, calcium, fer, magnésium et zinc. Les deux interventions ont atteint ou dépassé de nombreux besoins en nutriments cibles ; cependant, elles ont eu peu d'impact sur l'acide pantothénique et calcium. C'est pourquoi, l'ajout d'avocat (acide pantothénique) ou de petit pois séché (calcium) au repas – deux des sources les moins chères pour l'enfant d'âge scolaire dans le logiciel CotD – pourrait avoir un impact plus important.

## Message cle 11

Les adolescentes et les femmes enceintes/allaitantes ont les besoins les plus élevés du ménage et représentent la moitié du coût d'une alimentation nutritive. Des suppléments ciblés pourraient réduire jusqu'à 40% le coût de l'alimentation nutritive du ménage.

- La tendance au surpoids et à l'obésité dans les zones urbaines et parmi les groupes de revenu les plus riches indique l'émergence d'habitudes alimentaires négatives, soulignant l'importance de la diversité alimentaire et des messages ciblés du CCSC pour prévenir toutes les formes de malnutrition – et pas seulement la malnutrition chronique et aigue – lorsque les revenus augmentent.
- En RDC, la prévalence de l'anémie était de 40,1%, 40,6% et 44,1% chez les adolescentes, les femmes non enceintes et les femmes enceintes, respectivement (70).
- Le coût quotidien estimé d'une alimentation nutritive pour une fille adolescente en RDC est de 1 511 CDF (\$0,77 USD).
- Le supplément de FAF (1g jour) pourrait réduire le coût de l'alimentation nutritive de 41%, à 988 CDF (\$0,50 USD) par jour, tandis que le MMT (1g jour) pourrait réduire le coût de l'alimentation nutritive de la fille de 43%, à 855 CDF (\$0,43 USD) par jour.
- Le coût estimé d'une alimentation nutritive pour une femme enceinte et allaitante est de 1 280 CDF (\$0,65 USD) par jour.
- Les résultats montrent que l'intervention SC et huile pourrait le plus réduire le coût de l'alimentation nutritive pour les PLW, de 34%, à 846 CDF (\$0,43) par jour. Les interventions FAF et MMT pourraient réduire le coût de l'alimentation nutritive de 15% (1 083 CDF / \$0,55 USD par jour) et 29% (913 CDF / \$0,46 USD par jour), respectivement.

# Message cle 12

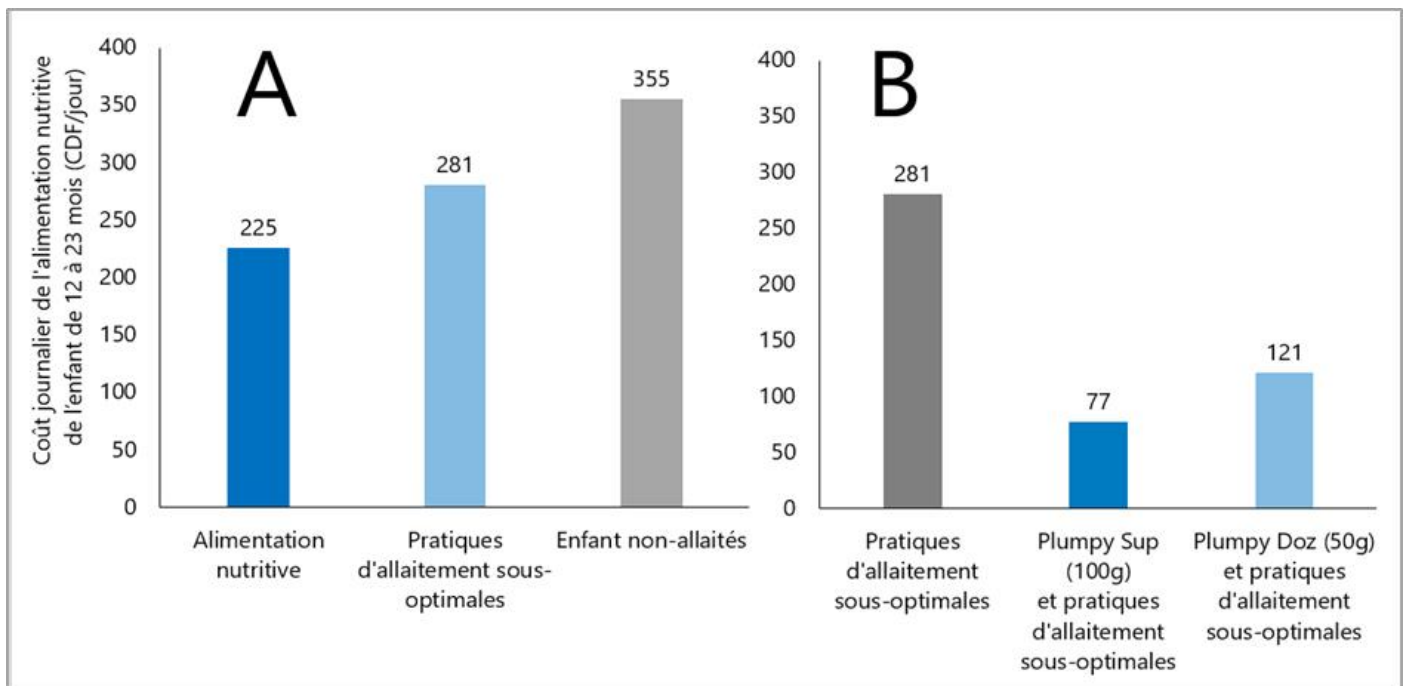
Malgré un cout faible, l'alimentation des enfants n'est pas suffisamment nutritive. Les conseils communautaires doivent être adaptés aux aliments nutritifs locaux et peu chers.

- Un examen des pratiques d'allaitement en RDC a révélé que 47% des mères commencent à allaiter dans l'heure qui suit la naissance, que 54% des enfants de moins de six mois sont exclusivement nourris au sein et que 79% des enfants sont introduits aux aliments solides ou semi-solides entre 6 à 8 mois (48). Parmi les enfants qui ont été pesés à la naissance (24% n'ont pas été pesés), 11%

avaient un faible poids de naissance (< 2,500g) (48).

- Peu de mères s'engagent dans des pratiques d'alimentation optimales en raison de la pauvreté, de la lourdeur de la charge de travail, du manque de pouvoir de décision au sein du ménage et de la perception d'une insuffisance de lait. Près de 20% des femmes donnent de la nourriture autre que le lait maternel dans les trois premiers jours après la naissance et la moitié des mères interrogées estiment qu'il est normal de donner de l'eau aux enfants de moins de 6 mois (74).
- Le SOWC a rapporté une diversité minimale de l'alimentation (MDD) de 17%, une fréquence minimale des repas (MMF) de 35%, un score minimal d'alimentation acceptable (MAD) de 8% pour les enfants de 6 à 23 mois. De plus, 29% des enfants de moins de deux ans ne consommaient aucun fruit ou légume (28).
- Le coût de d'une alimentation nutritive pour un enfant nourri au sein (BF) de manière sous-optimale a diminué de 57%, de 281 CDF (\$0,14 USD) par jour à 121 CDF (\$0,06 USD) par jour, avec l'intervention LNS-MQ et de 73%, à 77 CDF (\$0,04 USD), avec l'intervention RUSF.
- Les interventions LNS-MQ et RUSF offrent un moyen de couvrir les besoins nutritionnels des enfants en plus du lait maternel, en particulier dans les milieux fragiles où les aliments nutritifs sont rares.

**A: Le coût d'une alimentation nutritive pour un enfant de 12 à 23 mois avec une alimentation optimale, une alimentation sous-optimale et une absence d'alimentation. B: Le coût d'une alimentation nutritive pour un enfant de 12 à 23 mois (CDF/jour) avec des pratiques d'alimentation sous-optimales ; avec une intervention LNS-MQ; avec une intervention RUSF.**



MDD = Les enfants nourris au sein ont consommé des aliments appartenant à 5 des 8 groupes alimentaires au cours de la journée précédente.  
 MMF = Le nombre minimum de fois ou l'enfant a reçu des aliments solides, semi-solides ou mous (y compris du lait) le jour précédent (2x pour BF de 6 à 8 mois, 3x pour BF de 9 à 23 mois, 4x pour BF de 6 à 23 mois).

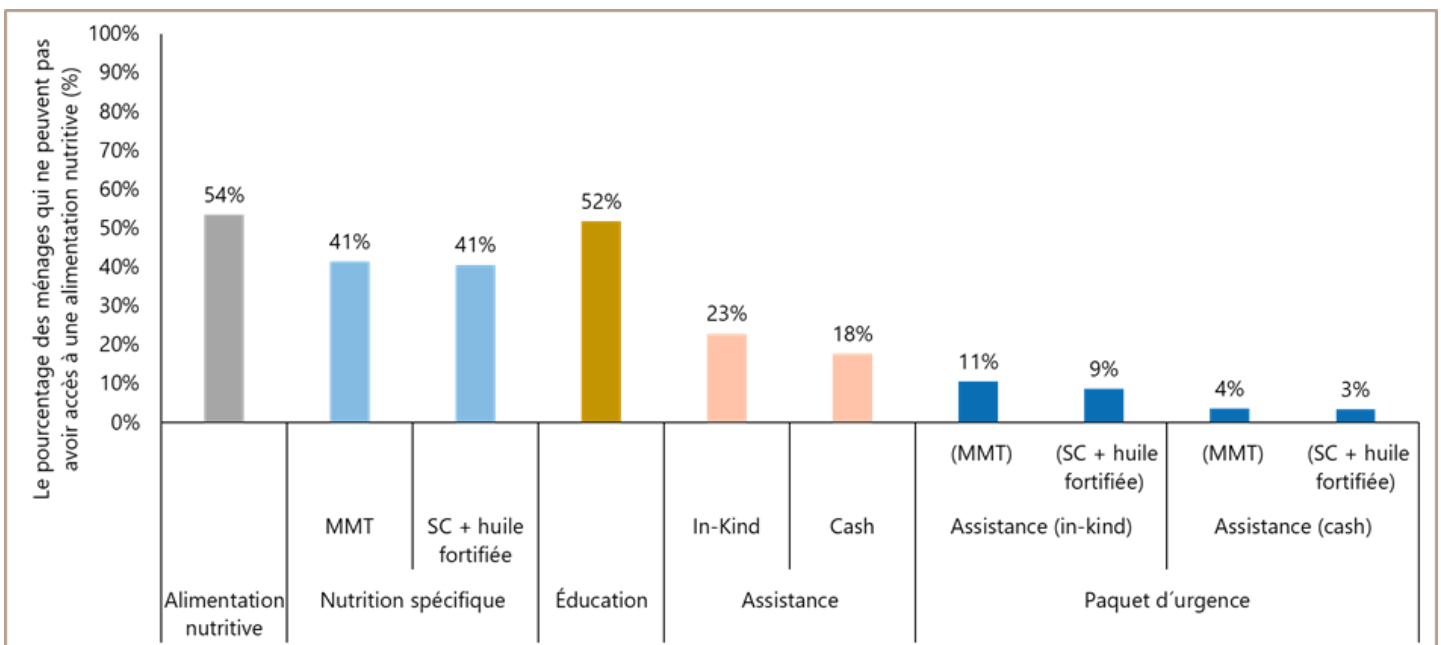
MAD = Indicateur indirect de l'adéquation énergétique et de la densité en micronutriments de l'alimentation complémentaire d'un enfant.

# Message cle 13

Des interventions améliorées, délivrées par tous les secteurs peuvent améliorer l'accès à une alimentation nutritive pour une large majorité des ménages.

Dans la réponse à la crise humanitaire, lorsque les systèmes sont sous haute-pression, l'assistance aux ménages doit être hautement intégrée pour couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels, y compris des individus les plus vulnérables du ménage. Pour les personnes touchées par l'insécurité alimentaire saisonnière, les personnes déplacées, ou les réfugiés, il est impératif que les programmes de protection sociale et d'intervention d'urgence continuent à répondre non seulement aux besoins énergétiques, mais aussi à une part importante des besoins individuels en micronutriments. Bien souvent ces personnes en difficultés dépendent entièrement de l'assistance qui leur est apportée.

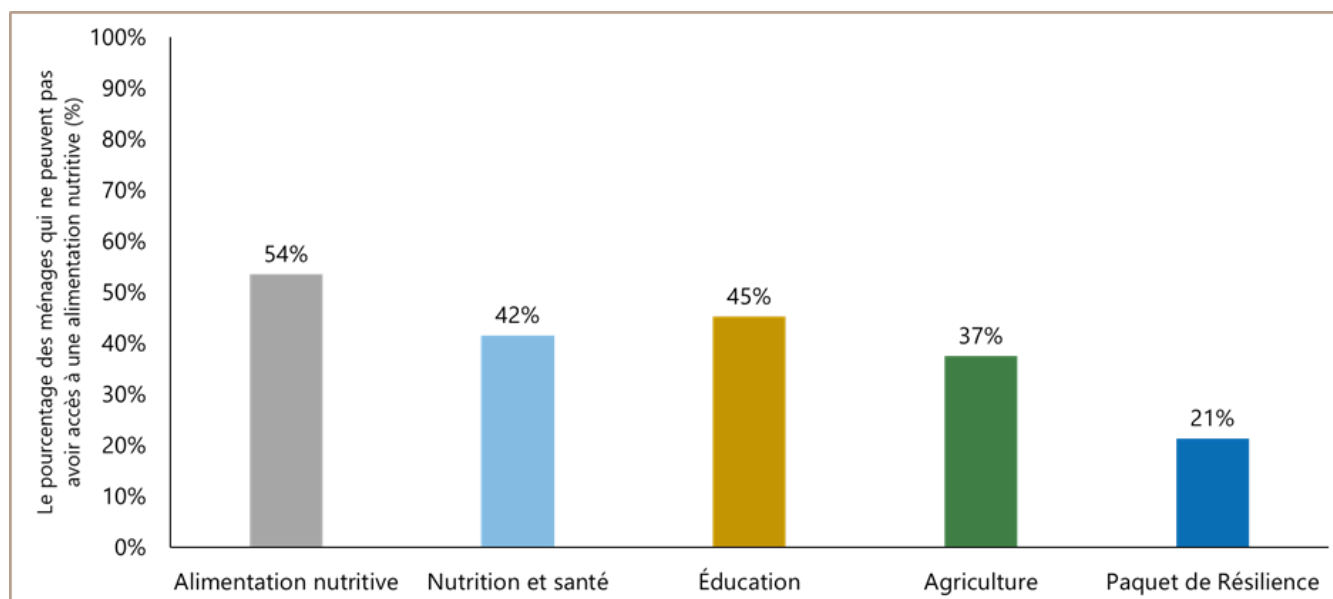
**Paquet d'interventions intégrées d'urgence: pourcentage de ménages pour lesquels un alimentation nutritive n'est pas abordable et détail des interventions par groupe cible**



	Nutrition spécifique	Éducation	Assistance (en nature)	Assistance (en cash)
Enfant de 6-23 mois	Plumpy Doz ou Plumpy Sup			
Enfant < 5 ans	Plumpy Doz ou Plumpy Sup			
Enfant de 10 à 11 ans		Repas de cantines scolaires avec poudre de		
Fille adolescente	Tablette de micronutriments			
Femme enceinte ou allaitante	Tablette de micronutriments ou ration de super céréale et			
Ménage			Ration d'assistance alimentaire en nature (céréales, légumineuses, huile fortifiée et sel iodée)	Transfert monétaire

Le paquet intégré de réponse à l'urgence permet de **réduire le cout de l'alimentation nutritive du ménage d'en moyenne 70% avec le panier en nature et près de 85% pour le panier avec le transfert monétaire**. Il reste entre 1500 Francs et 800 Francs à la charge du ménage pour couvrir le reste des besoins nutritionnels.

**Paquet d'interventions intégrées de résilience: pourcentage de ménages pour lesquels un alimentation nutritive n'est pas abordable et détail des interventions par groupe cible**



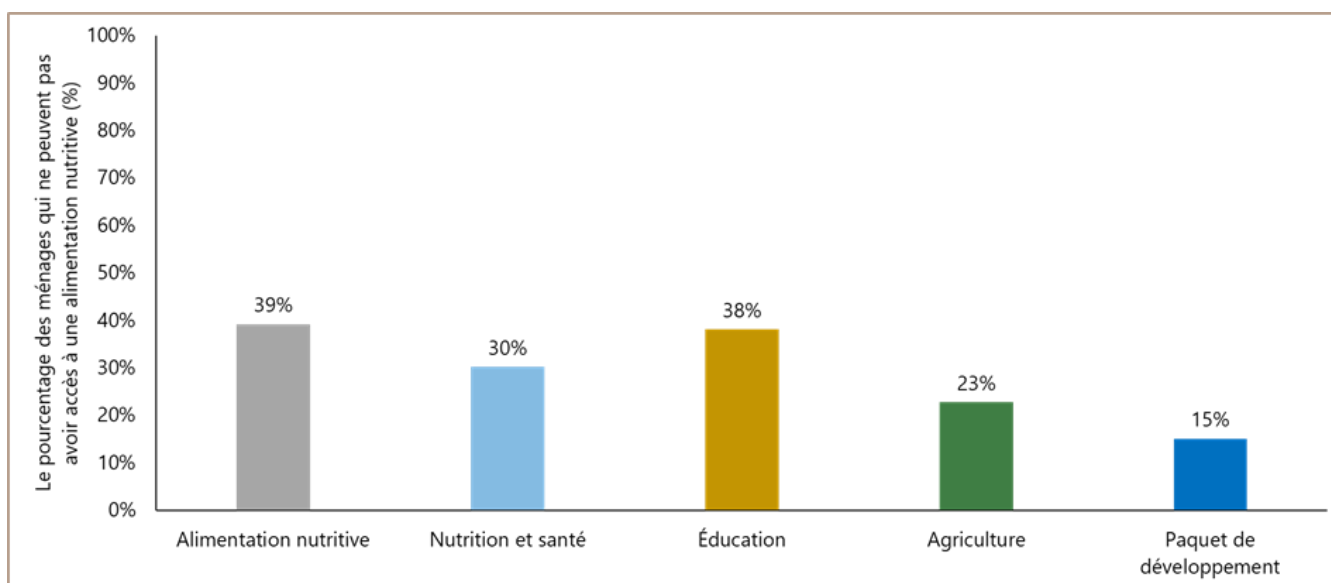
	Nutrition spécifique	Éducation	Agriculture
Enfant de 6-23 mois	Plumpy Doz		
Enfant < 5 ans	Plumpy Doz		
Enfant de 10 à 11 ans		Repas de cantines scolaires avec poudre de micronutriments	
Fille adolescente	Tablette de micronutriments		
Femme enceinte ou allaitante	Tablette de micronutriments		
Ménage			-Augmentation des rendements des cultures de base (céréales, légumineuses) -Diversification de la production : légumes feuilles et avocat

- Une plus grande efficacité de la chaîne d'approvisionnement des aliments nutritifs pourrait avoir un effet bénéfique sur la réduction de leur coût, notamment dans les zones rurales qui sont particulièrement affectées par les prix élevés dus aux coûts de transport. Il est donc essentiel de renforcer le secteur et investir dans des infrastructures adaptées aux aliments frais et d'origine animale telles que des routes, des aménagements hydrauliques, des entrepôts de stockage et des chaînes du froid qui permettent la production et le mouvement des aliments dans ces territoires. Bien que les céréales et tubercules ne soient pas suffisantes pour répondre aux besoins en micronutriments, l'amélioration des récoltes de céréales et des cultures de rente, y compris la réduction des pertes post-récoltes, peut renforcer les moyens de subsistance et créer des revenus supplémentaires

nécessaires pour améliorer la qualité de l'alimentation des ménages. La diversification des cultures par la généralisation du maraîchage, la culture des légumineuses et l'horticulture peut rendre l'exploitation agricole plus sensible à la nutrition, ciblée à combler les nutriments les plus limitants. Ceci permet d'offrir aux ménages une plus grande diversité d'aliments nutritifs et de renforcer leur résilience.

- **Le paquet intégré de résilience permet de réduire le coût de l'alimentation à la charge du ménage de près de la moitié,**
- De même, la couverture des besoins nutritionnels de ce paquet montre qu'une grande partie des besoins nutritionnels sont couverts par les interventions spécifiques à la nutrition, le repas de cantines scolaires ainsi que la production propre du ménage.

**Paquet d'interventions integrees de developpement: pourcentage de menages pour lesquels un alimentation nutritive n'est pas abordable et detail des interventions par groupe cible**



	Nutrition spécifique	Éducation	Agriculture	Fortification
Enfant de 6-23	ANJE			
Enfant < 5 ans	ANJE			
Enfant de 10 à 11 ans		Repas de cantines scolaires avec poudre de micro-nutriments		
Fille adolescente	Tablette de micro-nutriments			
Femme enceinte ou allaitante	Tablette de micro-nutriments			
Ménage			-Augmentation des rendements des cultures de base (céréales, légumineuses) -Diversification de la production : légumes feuilles et avocat -Production de produit d'origine animale : œufs	Fortification de la farine de maïs et de l'huile végétale

- Il existe plusieurs chaînes de valeur en RDC qui pourraient être développées davantage - par exemple : **la fortification des aliments de base à l'aide du secteur privé, la pisciculture, l'élevage de petits bétails, et la production maraîchère.** Ce troisième paquet de développement est adapté aux territoires où les marchés sont plus fonctionnels et où la disponibilité alimentaire est meilleure. Dans ce paquet, figurent notamment des interventions basées sur le marché comme la fortification.
- Quand bien même ce paquet intégré de développement est plus basé sur les interventions en lien avec le marché, **la supplémentation pour les femmes en âge de procréer a été recommandée car identifiée comme particulièrement vulnérable.**
- Le coût de l'alimentation nutritive diminue de plus de la moitié grâce à ce paquet intégré de développement.
- **L'alimentation nutritive devient alors abordable pour près de 9 ménages sur 10.**



# Conclusion

- En RDC, les opportunités d'amélioration de la nutrition via le système alimentaire et à travers la multisectorialité ne sont pas encore exploitées à la hauteur requise. La capacité de production alimentaire globale et plus précisément la production d'aliments nutritifs, tels que les produits frais et les produits d'origine animale, est insuffisante pour couvrir les besoins de la population. En particulier, le système alimentaire rural de la RDC est caractérisé par un approvisionnement inégal en aliments nutritifs, à cause des infrastructures insuffisantes, inadaptées à l'approvisionnement des produits nutritifs périssables, le manque de réseaux routiers, et l'insécurité.
- Une alimentation nutritive composée de divers groupes d'aliments est deux à 3 fois plus chère qu'une alimentation couvrant les besoins énergétiques et reste inaccessible pour un ménage sur deux. Les faibles revenus des ménages en milieu rural et la fragilité des moyens de subsistance limitent la diversité alimentaire, un déterminant important de la malnutrition. Alors que les zones urbaines se caractérisent par un niveau de vie plus élevé et ont un accès comparativement plus important à une alimentation diversifiée que les ménages ruraux, les zones urbaines favorisent également le surpoids et l'obésité. Le milieu rural et urbain nécessite des stratégies adaptées engageant le secteur privé et le secteur de la protection sociale pour lutter contre une diversité alimentaire faible qui conduit au double fardeau de la malnutrition.
- Compte tenu des défis identifiés par l'analyse, il est impératif que dans la mise en œuvre du plan national stratégique multisectoriel pour la nutrition mette l'accent sur l'amélioration de la nutrition à travers une approche engageant les parties prenantes du système alimentaire, de protection sociale, d'éducation et de santé. La RDC doit maintenant se concentrer sur les défis suivants qui empêchent la population d'accéder à une alimentation nutritive : le manque de chaînes de valeur, d'infrastructures ou de stockage ; accès limité ou les coûts élevés des aliments nutritifs; et une faible demande en aliments nutritifs. Compte tenu de la diversité en RDC, il est impératif que les stratégies d'intervention soient adaptées aux contextes spécifiques, rendent plus abordable les aliments nutritifs, prennent en compte la production locale et les opportunités de développement locales et puissent être mises en œuvre conjointement avec une communication pour le changement de comportement portée par tous les secteurs.
- Les femmes enceintes ou allaitantes, les adolescentes, et les enfants de moins de 2 ans doivent bénéficier de stratégies visant à améliorer les pratiques de soin et d'alimentation. Les femmes enceintes et allaitantes et les adolescentes représentent la plus grande part du coût de l'alimentation nutritive, des interventions ciblées comme les comprimés de Fer acide Folique et de micronutriments multiples sont des interventions très cout-efficaces dans l'environnement alimentaire de la RDC, ou couvrir les besoins élevés en fer et vitamine B12 de ces groupes est très couteux.
- Les enfants de moins de 2 ans ont également des besoins spécifiques et les pratiques ANJE sous-optimales créent une plus grande vulnérabilité à la malnutrition. Les pratiques de l'ANJE doivent être améliorées, en particulier dans les situations où le soin d'enfants est une responsabilité qui entre en compétition avec le travail au le champ dans les zones rurales ou les activités d'emploi dans les zones urbaines.
- Pour les ménages à faible revenu, la production d'aliments nutritifs et la génération de revenus grâce aux activités agricoles peuvent être une stratégie pour améliorer la qualité de l'alimentation et réduire la malnutrition. Cependant, pour les ménages sans moyens d'existence, en situation de crise, les stratégies alimentaires et nutritionnelles doivent être hautement intégrées afin de réduire les risques des femmes, filles adolescentes et jeunes enfants. Dans le cas des PDI, des programmes d'assistance intégrés à travers les transferts en nature, les transferts monétaires ou les coupons, complétées par des interventions spécifiques à la nutrition ciblant les individus les plus vulnérables ont le potentiel de combler les gaps en nutriments élevés et à prévenir la malnutrition.

## Credits photographiques

Photo de couverture: WFP/Fredrick Lerneryd

Page de photo 7: WFP/Griff Tapper

Page de photo 10: WFP/Fredrick Lerneryd

Page de photo 11: WFP/Fredrick Lerneryd

# Recommandations Cles

Secteur	Recommandations cles de l'analyse FNG
<b>Agriculture, Peche, Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approuver l'arrêté pour la constitution d'un programme national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PROSANA) qui coordonnera toutes les actions en nutrition du secteur, y compris la mise en œuvre des recommandations FNG.</li> <li>• Identifier et renforcer les programmes existants visant à diversifier la production et l'approvisionnement en aliments nutritifs. Inclure des communications pour augmenter la consommation des aliments nutritifs dans la communauté et chez les agriculteurs, en particulier pour les individus aux besoins nutritionnels élevés afin d'augmenter les effets sur la nutrition.</li> <li>• Continuer la Recherche et vulgariser l'utilisation des semences améliorées – bio-fortifiées ou résistantes aux ravageurs.</li> <li>• Réduire les risques liés à la production des aliments nutritifs à travers les approches d'agriculture contractuelle et les approches d'assurance.</li> <li>• Au niveau des services techniques de l'Agriculture, renforcer les connaissances sur les cultures riches en nutriments et leurs intérêts pour la population sur la base des résultats FNG;</li> <li>• Et renforcer les capacités sur l'intégration d'objectifs nutritionnels et l'intégration d'indicateurs de suivi d'amélioration de la diversité alimentaire dans les plans et programmes.</li> </ul>
<b>Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer une réflexion sur les cantines scolaires nutritives incluant des objectifs nutritionnels dans les ateliers de définition des cantines scolaires et les ateliers SABER qui sont en cours.</li> <li>• Proposer et voter une loi en faveur de l'alimentation en milieu scolaire qui intègre des objectifs nutritionnels.</li> <li>• Intégrer dans la feuille de route multi-acteurs des cantines scolaires les aspects d'approvisionnement et de gestion des aliments frais pour la préparation de repas scolaires nutritifs et diversifiés.</li> <li>• Utiliser les messages de plaidoyer de l'analyse FNG pour sensibiliser les parlementaires à l'importance d'une alimentation scolaire nutritive, en particulier en milieu rural, afin de faire voter la loi sur la cantine scolaire nutritive.</li> </ul>
<b>Protection Sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'intégration de la vulnérabilité aux diverses formes de la malnutrition (femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans, les handicapés) dans les politiques et plans de Protection Sociale.</li> <li>• Identifier, sur la base des résultats FNG, les interventions ciblées et le niveau de transfert monétaire adéquat pour couvrir les besoins nutritionnels des groupes vulnérables.</li> <li>• Renforcer les capacités des parties prenantes de la Protection Sociale et du Genre en nutrition.</li> <li>• Augmenter les ressources pour la Protection Sociale et la couverture du programme en tant que stratégie de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'abordabilité d'une alimentation nutritive.</li> </ul>

<b>Secteur privé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exonérer l'importation des intrants agricoles et des micronutriments.</li> <li>• Renforcer les compétences du secteur privé local à s'engager dans la fortification et transformation à travers des actions ciblées de la SBN.</li> <li>• Faire le plaidoyer auprès de l'Industrie Agroalimentaire pour rationaliser le marketing d'aliments riches en graisses, en sucres et pauvres en nutriments, au profit d'une création de demande d'aliments nutritifs.</li> <li>• Appliquer les stratégies de marketing du secteur privé pour créer la demande en aliments nutritifs.</li> </ul>
<b>Commerce, Infrastructure, Énergie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier les incitations (lois, subventions, exonérations) en faveur de la production, transformation et commerce des aliments nutritifs et ajuster la cadre réglementaire en soutien à ces incitations.</li> <li>• Réguler la production, transformation et commerce des aliments riches en graisses et sucre, et pauvres en nutriments.</li> <li>• Sensibiliser les services techniques de l'Infrastructure et de l'Énergie à l'importance des aliments nutritifs et d'une alimentation nutritive pour la population.</li> <li>• Mettre en œuvre les plans d'investissement de l'infrastructure et de l'énergie et priorisant d'approvisionnement des aliments nutritifs.</li> </ul>
<b>Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtenir du niveau stratégique de tous les secteurs l'approbation de s'engager dans les travaux de mise en œuvre des recommandations FNG.</li> <li>• Engager plus largement les parties prenantes de tous les secteurs autour de l'analyse FNG avec le PRONANUT et les parties prenantes de la nutrition pour vulgariser les résultats de l'analyse FNG, les recommandations et la feuille de route.</li> <li>• Intégrer la feuille de route FNG dans la feuille de route du SUN.</li> <li>• Elaborer un guide alimentaire pour définir les normes d'une alimentation nutritive en RDC dans le cadre de la prévention de la malnutrition sous toutes ses formes, y compris le surpoids et l'obésité.</li> <li>• Faire le lien avec les secteurs qui sont engagés dans des activités ciblant les femmes et les fille adolescentes (agriculture, éducation, protection sociale) pour augmenter la couverture des suppléments en micronutriments.</li> <li>• Dans toutes les opportunités de sensibilisations portées par la Santé sur les bonnes pratiques de soins et de nutrition, intégrer des considérations sur le cout des aliments nutritifs de manière à rendre l'adoption de meilleures pratiques effective (CPN, Recos, ANJE, etc).</li> <li>• Plaidoyer auprès des secteurs pour prioriser les actions qui contribuent à la nutrition comme détaillé dans la feuille de route.</li> <li>• Aider les autres secteurs à plaidoyer pour le financement de programmes de qualité et d'investissements qui ont un meilleur effet sur l'approvisionnement et la demande en aliments nutritifs et constituent un haut retour</li> </ul>

# Acronymes

BF	les enfants nourris au sein
BM	Banque Mondiale
CBT	le transfert d'argent liquide
CCSC	Communication pour le changement social et de comportemental
CDF	Franc congolais
CotD	Cost of the Diet
CFSVA	l'analyse complète de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité
EESSE	L'équité et le renforcement des systèmes dans l'éducation
FAO	l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAF	Fer et acide folique
FIDA	Fonds d'Investissement pour l'Agriculture et le Développement rural
GFA	L'aide en nature/générale
IFPRI	l'Institut international de recherche due les politiques alimentaires
LNS-MQ	Un complément nutritif à base de lipides en quantité moyenne
MAD	Une minimal d'alimentation acceptable
MDD	Une diversité minimale de l'alimentation
MEB	Un panier de dépenses minimum
MMF	Une fréquence minimale des repas
MMT	Tablette en micronutriments multiple
MNP	Poudre de micronutriments multiples
NSmartAg	L'agriculture intelligente pour la nutrition
ONG	Organisation non-gouvernementales
OW	Surcharge pondérale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit intérieur brut
PLW	Femme enceinte et/ou allaitante
PME	Petites et moyennes entreprises
PPA	La parité de pouvoir d'achat
PPR	Pertes post-récolte
PRONANUT	Programme National de Nutrition
PSNMN	Plan stratégique national multisectoriel pour la nutrition
QUIBB	Enquête avec questionnaire unifiée à indicateur de base du bien-être en RDC
RDC	République démocratique de la Congo
RUSF	Un aliment complémentaire prêt à emploi
SBN	SUN Business Network
SNF	Aliment nutritive spécialisé
SC	Super céréale (CSB+/WSB+)
SC	Cantines scolaire
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SOWC	La situation des enfants dans le monde
SUN	Scaling Up Nutrition
USD	Dollar des États-Unis
VAD	La carence en vitamine A
WRA	Les femmes en âge de procréer





**Programme Alimentaire Mondial**

Via Cesare Giulio Viola 68/70,  
00148 Rome, Italy - T +39 06 65131